

26 novembre 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la lutte contre le SIDA, à Paris le 26 novembre 2013.

Mesdames et Monsieur les ministres,
Monsieur le président du Conseil d'administration,
Monsieur le directeur de l'ANRS,
Madame,

Je veux d'abord remercier la Cinémathèque française de nous accueillir ici, et en particulier son Président, Monsieur COSTA-GAVRAS qui a fait des films de combat. Je pense qu'aujourd'hui nous sommes dans le combat, toujours dans le combat.

Ma présence ce soir n'a qu'un but : exprimer ma gratitude et mon soutien à l'ANRS. Pas simplement à titre personnel, mais au nom de la République, au nom de la solidarité, au nom des malades et au nom de tous ceux qui doivent prendre conscience du risque.

Vous êtes nés il y a 25 ans. Vous êtes donc jeunes mêmes si vous en êtes encore à présenter votre bilan. Vous demandez des critiques, n'en demandez pas trop, elles viennent spontanément. Mais il faut défendre son bilan sinon on n'exprime rien de fort. En 25 ans vous avez fait beaucoup. Vous êtes nés il y a 25 ans dans le cadre d'un programme qui s'appelait le Programme national de recherche sur le SIDA. Vous êtes devenus une agence autonome de recherche au sein de l'INSERM. C'est cette autonomie qui vous donne votre indépendance et aussi votre statut.

L'ANRS, c'est une petite équipe en fait, 50 personnes rassemblées autour d'un directeur : aujourd'hui, Jean-François DELFRAISSY, hier ses prédécesseurs, Jean-Paul LEVY et Michel KAZATCHKINE que je veux saluer.

Cette agence a été créée dès les premières années de l'épidémie du SIDA et pour y répondre. Mais, comme il a été très bien dit par Jean-François DELFRAISSY, votre mission va au-delà du SIDA, puisqu'elle concerne aussi les hépatites. Vous en avez tenu compte dans votre nouveau logo, c'est une marque et en même temps c'est une conviction.

L'ANRS, c'est d'abord l'excellence. Vous occupez la deuxième place mondiale en terme de production scientifique, sur l'ensemble des sujets que vous traitez. La deuxième place, vous allez me dire ce n'est pas la première, mais si la France était toujours seconde, ce ne serait pas si mal au plan mondial. Au plan européen, on y travaille, pour être les premiers.

L'ANRS, c'est aussi la pluridisciplinarité. Vous faites appel à des chercheurs, à des médecins, mais aussi à des sociologues, à des psychologues et vous faites également une place aux associations, qui représentent notamment les malades et leurs familles. La lutte contre le SIDA n'est pas l'affaire d'une profession, n'est même pas l'affaire d'une agence, c'est l'affaire de toute une société et aussi et d'abord de l'Etat.

Le SIDA est apparu il y a 32 ans. Il y a 30 millions de personnes qui ont été tuées par cette maladie. Aujourd'hui encore, 35 millions d'hommes, de femmes et d'enfants vivent avec le SIDA. 2 millions de nouvelles contaminations surviennent chaque année dans le monde. Et, en France, 8 000 contaminations par an. Dans notre pays, 150 000 personnes sont atteintes par le VIH. 500 000 sont infectées par les virus de l'hépatite B ou de l'hépatite C.

Que devons-nous faire ? Que faites-vous ?

Notre premier devoir, celui que nous avons tous face à ces maladies, c'est la prévention.

Vous l'avez parfaitement dit, la prévention c'est d'abord l'information sur la réalité des risques

vous l'avez parfaitement dit, la prévention c'est d'abord l'information sur la réalité des risques. Que constatons-nous, hélas, depuis trop de temps ? Chez les plus jeunes, il y a une démobilisation, elle est perceptible. La maladie fait moins peur alors on se protège moins contre elle. C'est pourquoi j'ai demandé au ministre de l'Education nationale de développer, dès le collège, toutes les politiques de prévention qui permettront aux plus jeunes d'être plus sensibilisés, et donc de se protéger. Cette question doit être traitée aussi dans le cadre de l'éducation sexuelle. Nous ne devons avoir peur de rien car le pire c'est de laisser la désinformation, ou pire encore, le silence.

Prévenir, c'est aussi dépister. 5 millions de « tests » sont pratiqués chaque année en France. On pourrait dire que c'est considérable, que nous avons atteint l'objectif. Or, et vous l'avez également évoqué, le nombre de personnes qui sont séropositives sans le savoir, se situe entre 15 000 et 30 000. Là encore, la ministre de la Santé favorise la mise en place de procédures de dépistage très rapides, très accessibles, ce qu'on appelle les « autotests ». Nous demandons à ce que ce soit généralisé.

Prévenir, c'est enfin réduire les risques. Le nombre de nouveaux cas de SIDA chez les injecteurs de drogues était de 1 500 par an il y a vingt ans. Il est aujourd'hui d'environ 70. C'est encore trop. La menace est donc présente, de même que celle de la transmission de l'hépatite C. C'est pour faire face à cette réalité qui n'est pas facile, que sont conçus les projets de salles d'accompagnement à l'injection. Pour aboutir, ces projets doivent être sécurisés sur le plan juridique ce sera fait - et respecter toutes les exigences, à commencer par l'information et la tranquillité des riverains. C'est le respect. Mais nous devons bien utiliser tous les moyens pour éviter que se transmette la maladie.

Notre deuxième devoir c'est la recherche.

Vous l'évoquez, Monsieur le directeur, chercher, chercher encore, chercher toujours, sans avoir encore trouvé le vaccin. Le but c'est l'éradication du SIDA.

Notre pays, sur ce point, a été pionnier. C'est, en effet, une équipe française qui a découvert et isolé le virus du SIDA. Françoise BARRE-SINOSSI évoque souvent ce qu'ont été ses travaux, cette longue attente, cette impatience légitime. Elle rappelle toujours ce moment, avec émotion, où un malade c'était en 1986 lui avait glissé avant de mourir : « Pour moi c'est trop tard, mais ce qui compte ce sont les autres ». Néanmoins la découverte, faite en 1983 à l'institut Pasteur, aura permis de sauver des millions de femmes et d'hommes. Nous devons le dire, nous devons le crier même, pour ceux qui douteraient encore de l'efficacité de la recherche.

La recherche, ce sont des chercheurs qui se dévouent, parfois sans en avoir la rétribution, ni matérielle, ni symbolique. C'est pourquoi j'ai voulu aussi que la recherche soit une des priorités de notre action. Parfois nos concitoyens s'interrogent sur le niveau des impôts c'est une question, sur leur justice c'est une interrogation, même une interpellation -, sur la simplicité c'est une obligation. Mais, il faut aussi rappeler à quoi servent les contributions. Si nous voulons être un grand pays de recherche, d'innovation, d'éducation, de formation, alors il faut avoir ce sens de la solidarité nationale. Non pas la solidarité simplement pour les autres, la solidarité pour les générations qui viennent, la solidarité pour nous-mêmes. La recherche fait partie de ce qui distingue la France de beaucoup de pays.

Le combat continue. Aujourd'hui la France est le seul pays en Europe à disposer d'une agence publique dédiée au financement et à la coordination de la recherche sur le VIH. L'ANRS est dotée d'un budget de 48 millions d'euros j'avais la tentation d'arrondir à 50 millions d'euros mais chaque million compte, si j'avais dit 50 on m'aurait fait un rappel - dont 40 viennent de l'Etat. On dira, mais c'est trop peu. C'est toujours trop peu. Si l'on prend en compte le salaire et le financement des structures, cela représente 100 millions d'euros pour la recherche sur le SIDA dans notre pays. J'assume ces 100 millions d'euros. Je pense qu'ils sont pleinement utilisés. Il y a aussi le rôle que jouent d'autres agences et qui contribue également à l'action qui est la vôtre l'Institut national de veille sanitaire, l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé, l'Agence nationale de sécurité du médicament. Je n'oublie pas non plus les financements privés. Vous avez parlé, à juste raison, de partenariat public/privé. Il y a le rôle des financeurs privés qui notamment à travers l'association « Sidaction » contribuent largement aux avancées de la

recherche et j'en salue ici les animateurs.

La prochaine étape, c'est le grand programme international « Vers une guérison ». Il devra permettre d'arriver, chez les personnes contaminées, à un état de rémission durable, et d'offrir la possibilité de vivre sans traitement et sans symptôme. Nous devons avoir cette perspective, nous devons avoir confiance dans la science, dans le progrès, dans la recherche car c'est elle qui justifie l'espoir.

Mais en attendant, nous avons un troisième devoir il a été évoqué à l'instant c'est la lutte contre les inégalités, c'est l'accès pour tous les malades aux médicaments.

Depuis l'avènement des trithérapies en 1996, il est possible de vivre avec le VIH. Pour ceux qui bénéficient de ces traitements, le SIDA est devenu une maladie chronique. Les patients, s'ils sont pris en charge au bon moment, ont une espérance de vie à peu près équivalente à celle de la population générale. Nous vous le devons, c'est votre fierté et c'est en même temps une satisfaction pour tous ces malades qui peuvent vivre comme les autres, aussi longtemps que les autres.

Mais en même temps que nous accomplissons ces progrès, qui ne sont pas encore achevés - y compris dans notre pays - une grande partie des malades, notamment en Afrique n'ont pas accès aux médicaments. Dans les pays francophones de l'Afrique subsaharienne l'Afrique de l'Ouest notamment-, 40% des patients, seulement, peuvent se soigner. Les autres, faute de moyens mis en uvre, sont mis à l'écart donc condamnés.

Dans quelques jours, je recevrai l'ensemble des chefs d'Etat africains, francophones, anglophones, lusophones, sans distinction, tous les pays africains. Nous évoquerons la sécurité de l'Afrique. Nous aurons sûrement à cur de revenir sur ce qui s'est produit au Mali, les leçons qu'il convient d'en tirer. Il y aura nécessairement des décisions à prendre sur la Centrafrique qui est aujourd'hui bouleversée, qui a basculé dans des affrontements religieux. Mais la sécurité de l'Afrique ce n'est pas simplement des moyens qui doivent être apportés aux Africains eux-mêmes pour assurer leur propre sûreté ou leur propre souveraineté. La sécurité de l'Afrique, c'est aussi la lutte contre les maladies. C'est le développement. Le second sujet que nous évoquerons, lors de ce Sommet, avec les représentants de l'Union européenne, avec le Secrétaire général des Nations unies - ce n'est pas simplement la France et l'Afrique, qui rappelle d'autres époques ce sera également toutes les politiques de développement. Je prends l'engagement ici, que la question du SIDA, sera évoquée dans ce sommet. Comment pouvons-nous faire ? Pour l'Afrique mais aussi pour nous-mêmes ? Car faire la différence entre le nord et le sud est une distinction qui peut rassurer, mais qui devrait inquiéter. Quand la maladie se développe, elle peut venir ici à un moment où à un autre. Cela vaut d'ailleurs pour la question je fais cette digression, pardonnez-moi sur l'aide médicale d'Etat. Penser qu'on peut refuser des soins, ici en France, à une population étrangère, qui n'a peut-être aucun droit Donner des soins, ce n'est pas simplement faire un acte de solidarité, c'est nous protéger nous-mêmes.

Agir à l'échelle mondiale, c'est le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, le paludisme et la tuberculose, qui est le principal organisme de collecte de fonds pour la santé dans le monde. La France se trouve dans un contexte budgétaire qui n'est pas le plus facile, où nous avons à réduire le déficit, à maîtriser la dépense, à demander des efforts. Nous aurions pu sacrifier notre contribution au Fonds mondial. Qui l'aurait relevé ? Vous sans doute. Cela n'aurait pas été si simple de venir vous parler ce soir. Cela n'est pas forcément là que la pression est la plus forte, ce n'est pas là qu'il y aurait le plus de manifestations, de contestations. Et pourtant, nous avons considéré que nous devons maintenir la dotation annuelle pour les trois ans qui viennent, la sécuriser. Cela représentera 1 milliard d'euros pour ces trois années. Nous sommes le deuxième contributeur au monde pour ce fonds.

C'est vrai que parfois nous nous interrogeons. Nous payons, mais nous n'allons pas chercher le retour. Vous savez notre conception de l'excellence française. Nous pensons que nous sommes tellement bons que les fonds viendront spontanément vers nous. Je demande de réfléchir à cette question car il faut aussi aller présenter des programmes. Non pas que nous voudrions avoir le retour, ce serait d'ailleurs injustifiable. Mais lorsque nous avons de bons programmes de

recherche, nous devons les faire financer par ce fonds.

De la même manière, la taxe de solidarité sur les billets d'avion permet de financer UNITAID et je salue Philippe DOUSTE-BLAZY - et de contribuer au budget à hauteur de 110 millions d'euros.

Nous avons augmenté cette taxe il n'y a pas eu de manifestations d'ailleurs, sauf dans les aéroports Pourquoi l'avons-nous fait ? Là-aussi pour être à la hauteur de ce qui nous était demandé et de l'action qui devait être engagée.

C'est Jacques CHIRAC qui a eu l'idée de la taxe sur les billets d'avion. Il n'a pas convaincu beaucoup de pays, mais si la France se mettait à douter même de sa contribution, comment convaincre ? C'est le même raisonnement pour la taxe sur les billets d'avion que pour le fonds mondial. Si la France avait, à un moment, réduit sa participation, alors d'autres pays auraient eu le même comportement. Si nous devons être leader il faut l'être c'est aussi pour montrer l'exemple aux européens.

Enfin, il y a le groupement d'intérêt public ESTHER, que je veux saluer. Il contribue à la solidarité avec les pays du sud, en aidant à la distribution des médicaments et à l'information des populations.

C'est l'honneur de la France de tout faire, au niveau international, pour que le SIDA cesse d'être aussi une maladie de la pauvreté.

Je veux évoquer, pour terminer, la lutte contre les discriminations.

Comme pour toutes les maladies, le SIDA est une source d'injustices sociales. On pourrait le dire aussi du cancer et nous y travaillons. Plus encore que d'autres pathologies, les malades du SIDA provoquent, aujourd'hui encore même en France -, des réactions de méfiance, de suspicion, pour ne pas dire de rejet, fondées sur des préjugés insupportables. Je pense notamment aux femmes, pour qui la maladie accentue encore les inégalités qui peuvent exister. J'ai été frappé par un chiffre : entre 2003 et 2011, le taux de chômage, chez les femmes atteintes du SIDA, est passé de 9 à 19%, comme si cette malédiction s'ajoutait à d'autres, comme si une discrimination supplémentaire était posée. Le gouvernement encouragera toutes les personnes victimes de ces injustices, de ces discriminations à les dénoncer et à faire valoir leurs droits. Le Conseil national du SIDA, dont nous allons célébrer aussi le 25ème anniversaire, remplit dans ce domaine un rôle fort utile et que je veux soutenir.

Mais les inégalités sont mondiales. Je veux ici souscrire aux propos de Françoise Barré-Sinoussi et de Jean François Delfraissy. Le rejet des personnes séropositives ou atteintes du SIDA prend, dans le monde, d'autres formes. Certains pays refusent de les accueillir sur leur sol. La France réaffirmera avec persévérance que la libre circulation des personnes est un droit dont nul ne peut être lésé.

La lutte contre le SIDA, en réalité, renvoie à une bataille pour les valeurs. Chaque fois qu'une maladie apparaît, se développe, ou heureusement régresse, cela renvoie à des questions de principes. Que voulons-nous faire ensemble ? Qu'est-ce qui nous relie les uns les autres ? Qu'est-ce qui justifie que nous fassions un certain nombre de sacrifices ? Qu'est-ce qui porte une société ? Est-ce que la maladie va aggraver les différences, séparer les populations, susciter la peur, le rejet ou au contraire provoquer un sursaut ? Le SIDA, d'une certaine façon, a été une bataille de valeurs, de principes. Le SIDA a permis, hélas, mais c'est ainsi, à ce que la France soit la France dans la manière avec laquelle elle a combattu la maladie et elle la combat encore.

Le SIDA a été, dans ses premières années, appelé le mal du 20ème siècle. Il est encore celui du 21ème. Il n'appartient pas au passé. Il s'inscrit, douloureusement dans la vie de nombreux malades, de régions entières du monde. Il tue 1,5 million de personnes chaque année. Face à ce mal, nous devons être mobilisés.

Mobilisée, l'ANRS l'est, et la France lui en est reconnaissante. Vous avez dit que vous étiez indépendants, vous allez le rester, parce que c'est non seulement votre droit mais c'est notre devoir. J'affirme, ici, tout mon soutien, celui du gouvernement, à la candidature de votre agence pour l'accueil de la conférence de l'International AIDS Society en 2017.

D'ici là, de mois en mois, d'année en année, je suis convaincu que des victoires continueront d'être remportées, grâce à vous. Des victoires contre la maladie qui seront autant de batailles gagnées pour la vie.

gagnees pour la vie.

Merci de mener ce combat.

Merci de gagner les batailles.

La Victoire est à portée de vous.

Merci.